L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : rue de Chartres No 323. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 19 MARS 1895. Fondée le 1er septembre 1827.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
MARDI, 19 MARS 1895.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 3e page.

La milice toujours sur pied.

Que pendant toute la moitié d'une semaine, la milice d'Etat ait été obligée d'abandonner ses occupations ordinaires et de rester, jour et nuit, sous les armes, pour protéger les travaux de la levée qui font toute la vie de notre port, c'est trop, beaucoup trop. Mais que les autorités se croient, en leur âme et conscience, obligées de les convoquer encore la semaine suivante, comme elle l'ont fait hier, comme elles le feront peut-être encore, ce matin, voi à qui devient intolérable.

Il le faut cependant. Tout le monde en comprend la nécessité: Il n'y a guères que les mauvais citoyens qui s'avisent de s'en plaindre. Que voulez vous ? Vous n'enlèverez pas de l'esprit de la population cette conviction que les fauteurs de troubles recommenceront, dès que les miliciens seront rentrés dans leurs foyers, et il faut bien que cette conviction soit sensée, puisque les autorités d'Etat la partagent.

Mais que d'ennuis! Que de tracas, que de pertes! Que de branches du grand et, surtout, du petit commerce sont en souffrance! "*Il faut* vivre cependant," comme nous l'entendons dire à chaque coin de rue. "*Il faut* faire vivre et abriter sa famille ; *il faut* payer son loyer!"

Que de gens sont dans la peine, ce mois-ci! Que de petits métiers sont arrêtés! Que d'établissements ne font pas leurs frais, pour le plaisir de quelques misérables qui, de par leur petite autorité qui n'existe pas, de par une usurpation qu'ils affublent du titre de droit, se sont avisés de faire, à coups d'émeutes et de revolvers, la loi à des navires étrangers dont le trafic les fait vivre!

Quand donc pourra-t-on faire comprendre à certaines gens que les républiques, les démocraties ne sont pas du tout un régime gouvernemental où le désordre est en permanence, où chacun fait ce qu'il veut et comme il le veut, par l'emploi de la terreur et de la violence?

Quand pourra-t-on leur faire comprendre que, là comme ailleurs et plus qu'ailleurs, il y a une loi, une loi suprême, devant laquelle tout le monde doit se courber, depuis le premier des blancs jusqu'au dernier des noirs, et qu'en la violant, on se rend coupable du crime de lèse-liberté, de lèse-constitution, de lèse-nation,—disons le mot—de trahison envers la communauté, envers le pays!

A quand la solution.

"Dussé-je lever tous les hommes valides et en état de porter les armes dans l'Etat, j'abattrai cet état de rebellion et je protégerai les intérêts commerciaux du port." Telles sont les paroles que l'on attribue au gouverneur Foster. Elles lui font honneur.

Elles témoignent chez lui d'une grande énergie, d'une rare compréhension de ses devoirs, d'une volonté ferme de les accomplir. C'est une fière réponse à ceux qui ont eu l'audace de dire tout haut qu'ils recommenceraient quand la milice serait rentrée dans ses foyers. Voilà qui est fort bien ; mais où en est la crise! La question a-t-elle fait un pas en avant? Nous ne le croyons pas. Une pareille situation est intolérable ; il faut arriver à une solution.

Les miliciens ne peuvent pas rester éternellement sous les armes; il est absolument nécessaire que les travaux reprennent et se poursuivent en toute sécurité, sans molestation, sans menace, sans intimidation.

Nous allons tout droit à une guerre de race, qu'il est absolument nécessaire d'éviter à tout prix.

Tel doit être le but à atteindre pour les autorités. Notre population jettera un cri de joie, le jour où elle apprendra que la querelle est terminée.

La future Raffinerie Louisianaise.

Que la Nouvelle-Orléans soit le plus admirable emplacement que l'on puisse rêver pour de grandes raffineries de sucre, personne n'en doute, et la question est depuis longtemps résolue par ceux-là même qui viennent du dehors exploiter cette industrie. Vous n'avez qu'à jeter un regard sur la levée, entre Conti et Canal, pour vous en rendre compte.

Pourquoi donc avoir constamment recours aux capitaux étrangers pour faire nos affaires, pour fonder, parmi nous, une entreprise?

Lors même que cette entreprise réussit au delà de toutes les espérances, presque tous les profits s'en vont, ailleurs, grossir la fortune de richards qui daignent rarement nous faire une courte visite et dépensent chez eux le fruit de nos labeurs. N'est-ce pas, de notre part, un métier de dupes?

Nous ne sommes pas riches, dira-t-on; soit. Mais nous pouvons, en nous associant, réussir à former des capitaux sérieux, $500,000 par exemple, ou même $1,000,000. C'est plus qu'il n'en faut pour avoir une belle et grande raffinerie qui soit capable de faire concurrence à celles du monopole et — ce qui est encore mieux—dont les bénéfices ne sortent pas du pays et rentrent dans la caisse des planteurs. On ne saurait donc trop applaudir au mouvement qui se produit, et c'est notre devoir de ne rien épargner pour lui assurer le succès.

Maintenant, où l'installera-t-on? Sur la rive gauche ou sur la droite du fleuve? C'est là une question de détail qu'il appartient aux principaux intéressés de régler. La grande affaire, c'est qu'il s'élève à la Nouvelle-Orléans une grande raffinerie qui soit bien réellement louisianaise, au quadruple point de vue de la provenance de la matière première, de la main-d'œuvre, du capital et des bénéfices.

Le premier pas fait, le reste viendra par surcroit. Nous voyons dans cette entreprise le commencement de l'affranchissement de la Louisiane des capitalistes du Nord—le rêve de tous les esprits sensés et des vrais patriotes.

Russie et Angleterre.

Voici donc la Russie qui sort de sa réserve et de son mutisme. Elle fait une démonstration dans l'Extrême Orient, elle y envoie son escadre de la Méditerranée. Et ce qu'il y a de plus curieux, c'est qu'elle combine son action avec l'Angleterre. Comment ces deux grandes antagonistes peuvent-elles s'entendre, puisque leurs intérêts à toutes deux dans ces parages sont diamétralement opposés?

Le problème semble, au premier coup d'œil, difficile à résoudre. Rien que d'assez simple, cependant. L'Angleterre, elle l'a déjà déclaré, ne veut pas que le Japon, qui semble un voisin incommode, s'installe dans l'île Formose. Elle doit, évidemment, viser à le rejeter vers le nord.

La Russie, de son côté, ne tient guère à ce qu'il prenne pied, ni dans la Mantchourie, ni dans la Corée. D'où nous pouvons assez aisément conclure que si ces deux puissances s'entendent c'est qu'elles se rencontrent dans une même idée, celle de refouler les ambitions du Japon, l'une au Nord, l'autre au Sud. Il ne peut y avoir d'accord entr'elles que pour l'exclure du continent asiatique. Nous n'avons guère à nous y opposer. Seulement nous pensons qu'elles auraient dû s'y prendre plus tôt et ne pas laisser les choses aller aussi loin.

LAMENTATIONS.

Nous avons les oreilles rebattues des lamentations que l'on fait entendre chaque jour, dans les assemblées publiques et dans les journaux de la Nouvelle-Angleterre, notamment du Massachussets, sur l'émigration des capitaux au Sud ; sur la décadence, quand ce n'est pas la disparition, des grandes usines, des grandes fonderies, des grandes filatures, des grands ateliers de vêtements et de chaussures qui se dispersent de droite et de gauche, et dont la plupart vont se réfugier dans l'Ouest, dans les Etats du centre et, spécialement, dans les Etats du sud-est et de la vallée du Mississipi.

Ces lamentations, nous les comprenons, nous les trouvons justifiées, et, nous en déplorons même la cause ; car, quoi qu'on en dise, il y a toujours solidarité entre les membres d'un grand corps politique. Les plus fortunés souffrent fatalement plus ou moins des mésaventures qui arrivent à ceux que la fortune trahit.

Mais qu'y faire? On n'arrête pas un pareil mouvement sur la pente où il est engagé. C'est la nature des choses qui le vent ainsi. Que le coton soit à notre disposition, à la portée de la main ; que nos filatures s'élèvent au milieu même des champs où nous cultivons le textile ; que nous n'ayons pas de frais de transport ; que notre climat tiède et généralement humide soit éminemment favorablement au maniement du coton par la machine ; qu'il nous permette de brûler moins de combustible que dans le Nord; que nos ouvriers soient plus dociles aient moins de besoins à satisfaire, ce sont là des faits que l'on ne peut contester, des avantages dont il ne nous est pas permis de ne pas profiter, et nous en profiterons. Les capitalistes du Nord viennent à nous ; accueillons-les cordialement ; laissons-leur la liberté de leurs mouvements.

On veut multiplier chez nous les usines, les fabriques; gardons-nous d'y faire obstacle. Il serait ridicule et sot, de notre part, de travailler contre nos intérêts, pour ne pas nuire à ceux des autres. On ne s'arrache pas la machoire pour guérir le mal de dents du voisin.

DROITS CIVIQUES.

On sait que M. Clovis Hugues s'est mis en tête de faire recouvrer à M. Jean Richepin ses droits électoraux. La dernière amnistie est-elle applicable à l'auteur de *la Chanson des Gueux*? La question est à l'étude. On s'en occupe à l'Elysée, à la Chancellerie, au Parquet et dans la presse. Le public attend la solution, et M. Clovis Hugues vit à peine tant il est impatient de voir son confrère en poésie, électeur et éligible.

A dire vrai, jusqu'au mois dernier, on ignorait généralement que M. Jean Richepin eût besoin d'être amnistié. Il semblait vivre comme les autres hommes ; il allait, venait, faisait des vers. Ses pièces étaient représentées dans plusieurs théâtres et même sur les scènes subventionnées; il était marié, père de famille ; rien en apparence, sinon sa renommée, ne le distinguait de ses concitoyens. Mais, comme Jean Valjean, il avait dans sa vie une plaie secrète et un *mystère* affreux. Il était privé de ses droits civiques. Il ne votait pas. S'il avait eu l'ambition d'être sénateur, député ou conseiller municipal, il n'aurait pu l'être. Telle était sa situation. Il en souffrait sans doute, ou du moins M. Clovis Hugues en souffrait pour lui.

Comment les diverses amnisties qui ont été proclamées depuis quelques années ont-elles laissé M. Richepin dans ce douloureux état d'impuissance électorale, et comment est-ce seulement la dernière loi d'amnistie dont on a pu réclamer pour lui le bénéfice? *Nous l'ignorons, Puisque* la question est à l'étude, ces doctes seront bientôt éclaircis.

S'il est reconnu que M. Richepin est bel et bien amnistié, son nom sera rétabli sur les listes électorales, et à la première élection on verra M. Clovis Hugues conduire triomphalement aux urnes le poète redevenu citoyen. La question est de savoir si M. Richepin s'y laissera conduire. Il serait bien capable de ne pas user des droits que M. Clovis Hugues travaille avec tant de zèle à lui faire rendre. S'il allait, lui aussi, se retrancher dans l'abstention, M. Clovis Hugues aurait donc perdu le fruit de ses peines!

PAUL DEROULÈDE.

Monsieur l'Editeur,

Qu'est-ce donc que ce Paul Deroulède, dont l'*Abeille* donnait l'autre jour le portrait on la photographie à ses lecteurs?

Il nous semble que ce Paul Deroulède n'est pas bien illustre et que peu d'entre nous le connaissent par lui.

Puis, à quel propos ce portrait ou cette photographie d'un homme qui n'est pas même député?

Le propos s'explique tout simplement par la dépêche suivante, de Paris :

"Paul Deroulède a écrit une lettre-circulaire à ses amis de la Chambre des Députés. Il a protesté avec indignation contre la décision de M. Hanotaux, ministre des Affaires Etrangères, qui a informé le comte de Munster-Lederburg, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, que le gouvernement a décidé d'accepter l'invitation du gouvernement allemand à prendre part aux fêtes navales de Kiel."

Or, sans présentement nous occuper de la décision de M. Hanotaux et du ministère, disons tout simplement, comme nous le savons, ce que c'est que ce Paul Deroulède.

Paul Deroulède est un officier français qui a bravement servi son pays dans la guerre de 70-71, sans toutefois avoir été général, et ce n'est pas dans les antichambres d'un ministère qu'il a gagné ce qu'on appelait autrefois l'*étoile des braves*, mais ce qui ne dit pas toujours la bravoure dans nos temps actuels. Patriote ardent et so'dat de la revanche, il fut l'un des créateurs et le président de la *Ligue des Patriotes*. Un instant Député, Deroulède s'associa à la politique de Boulanger, dans laquel il eut, comme beaucoup, la naïveté et la simplicité de voir du cœur, du patriotisme et la revanche désirée. Mais comme il ne trouva dans Boulanger qu'un général à femmes on de café-concert, selon l'expression de Jules Ferry, et comme la Chambre des Députés, avec ses groupes et ses avocats, ses querelleurs et ses opportunistes, voire même parfois ses hommes plus honorables et corrompus, ainsi que l'a prouvé la malheureuse affaire de Panama, ne lui semblait pas tout-à fait une auguste assemblée d'hommes d'Etat et de grands patriotes, Paul Deroulède s'est retiré de la Chambre où les ministères se font, se renversent et se succèdent sans valoir beaucoup mieux les uns que les autres, et s'il n'est point complètement découragé par la politique, car il a l'âme fière et la foi puissante, il se dit pourtant que cette politique de radicaux de quatre sous, d'opportunistes sans taille et de ralliés sans franchise et sans sincérité, dont plusieurs sont des vivoura et des incrédules, n'est pas exactement glorieuse.

Ce soldat, ce patriote et ce poète—Car Deroulède est un poète—est un Chauvin militaire qui aime la France, qui croit en elle, qui ne la veut ni vaincue ni abaissée, qui s'indigne en pensant qu'elle n'est plus entière, intègre, la *Gallia integra* de Kléber et de Kellerman, de Fabert et de tant d'autres, de la grande et généreuse Révolution française. Il ne peut pas et ne veut pas oublier. Il considère l'oubli comme une criminelle ingratitude. Il se dit qu'un peuple ingrat, qui perd la mémoire ou se console volontiers de la perte d'un de ses fils, est plutôt en voie de décadence qu'en voie de grandeur ; et si ce fils, violemment arraché du sein de la patrie, à l'héroïsme du souvenir et de l'espérance, il affirme très haut et très noblement que la France, en deuil de l'Alsace Lorraine et devant se souvenir aussi longtemps que la frontière ne sera pas restituée ou reconquise, n'a pas le droit de faire parader ses vaisseaux de guerre, comme des vaisseaux fraternels et amis, aux fêtes allemandes de Kiel et à côté des vaisseaux de Guillaume.

Alors, pourquoi s'indignait on hier que l'Alphonse d'Espagne passât à Strasbourg dans l'uniforme d'un uhlan prussien, et lorsque le prince de Naples, qui doit connaître l'histoire de son pays et de son valeureux grand père, passait en revue les troupes allemandes à Metz, à côté et dans l'ombre de Guillaume, fallait-il donc pousser des clameurs étranges?

En vérité, cet acte de courtoisie et presque d'amitié de la part du gouvernement français à l'endroit de l'empereur d'Allemagne ne s'explique par aucune nécessité et par aucun sentiment sincère. La diplomatie n'a aucun profit à en retirer, et nous ne savons pas ce que l'honneur de la France peut y gagner. Toute la gloire en sera pour Guillaume, et le gouvernement de la République française avec son opportunisme qui consiste plutôt à oublier qu'à se souvenir, aura manqué l'occasion d'être digne et fier. N'aura-t-il même point blessé une partie de la nation dans sa foi, dans ses sentiments et dans ses patriotiques susceptibilités?

Est-ce à dire que les haines et les rancunes doivent être éternelles et que la France ait pour devoir de détester l'Allemagne et son peuple?

Assurément non, et la France ne fait guère halr.

Si la Prusse de Berlin, aujourd'hui l'Allemagne en à peu près, a été provoquée par un Napoléon sans grandeur, et si cette Prusse militaire, bien armée, bien disciplinée, préparée et forte, a remporté d'éclatantes victoires, écrasé son adversaire impérial et son faux Napoléon, exigé du vaincu des milliards d'indemnités ignominieuses à côté du sang répandu et des provinces ravies, on ne peut certainement pas lui en faire un crime. La guerre est encore l'abominable calamité de notre siècle et de notre civilisation, et la gloire est toujours sanglante. Le droit moderne pourtant n'admet plus le droit de conquête, et la force ne justifie pas le vol d'une province ou d'un peuple.

Quant au peuple allemand, certes, il ne faut pas le voir dans l'infériorité d'une race et d'une civilisation attardées. Il a des qualités fortes, qui ne sont pas toutes militaires. Patient, laborieux, courageux, il a fait de son pays assez pauvre un pays presque riche, et l'on doit admirer ce qu'il a créé dans les lettres, dans les sciences et dans les arts. L'Allemagne de la philosophie pense profondément. Son unité politique, qui n'était peut-être possible que par l'empire, est un fait glorieux que le progrès et la grandeur de l'Allemagne le permettent aucunement d'amoindrir ou de condamner. Il ne nous déplaît pas que le peuple allemand soit libre, que la nation germanique soit fière, et que Berlin lui-même, trop caserne peut être, occupe l'une des premières places parmi les grandes villes de la civilisation moderne. Nous n'avons le droit de haïr aucun peuple. Si les empereurs et les rois, dans un intérêt personnel et criminel, entretiennent les haines entre les races et les nations, voient dans la guerre un moyen de conquête et d'agrandissement, sont les pires ennemis de la liberté et de la démocratie, nous pouvons bien penser que les destinées de l'Allemagne ne sont pas éternellement liées à une famille de Hohenzollern. L'empire n'est pas une fatalité politique et sociale. Un empereur n'est pas un Dieu. Cela s'use, se déconsidère et se brise. L'autel, si puissant hier, ne soutient plus le trône, et la royauté a cessé d'être un dogme divin. Un Louis XIV ne pourrait pas dire aujourd'hui: "*L'Etat, c'est moi!*" Et quand Guillaume, hier, en faisant prêter serment aux marins de la flotte allemande, disait qu'ils devaient *donner leur vie pour lui*, comme s'il eût été l'incarnation de la patrie, ce Guillaume, empereur, orateur, soldat, marin, diplomate, peintre, poète, compositeur et universel, trouvait le moyen d'être superbe sans être vrai. Il mérite pourtant les compliments du Sultan de Constantinople, qui l'a félicité pour son *Hymne à Egir*. Entre souverains, même de musulman à chrétien, l'on se doit des sourires. Néron lui-même, que Tacite a peut-être calomnié, fut musicien.

L'Allemagne peut être grande sans Guillaume, et si Guillaume a une certaine grandeur relative, c'est qu'il en est l'empereur.

Mais en quoi le gouvernement français, qui n'est pas plus la France que Guillaume n'est l'Allemagne, ferait-il acte de sagesse ou d'habile politique en acceptant l'invitation de Guillaume aux fêtes navales de Kiel, et serait ce donc une paix et une amitié de Cronstadt que l'on cimenterait dans la circonstance? L'amiral Gervais serait-il là?

Les marins français, Bretons et Normands pour la plupart, ont un patriotisme bien connu, et ils ne manquent aucunement de mémoire. Ils se souviennent que dans la guerre franco-prussienne, quand la France était envahie et Paris bombardé, ils se sont héroïquement battus sur terre et dans les forteresses assiégées. Ils ont vu l'ennemi de très près, et s'ils désirent le revoir, ce n'est pas à la fête où l'on tire à blanc et dans la réjouissance de la parade. On aurait donc tort de les froisser sans profit, peut-être de les humilier.

Mais l'on prétend que, "d'après une opinion ouvertement exprimée dans les cercles diplomatiques, la réunion navale de Kiel pourrait avoir des résultats inattendus. Les mesures prises sont arrangées de façon à mettre sur le tapis la question de la neutralité de l'Alsace-Lorraine. Le comte de Munster, ambassadeur d'Allemagne en France, et M. Herbette, ambassadeur de France en Allemagne, en ont ébauché le plan."

C'est le correspondant de Paris du *Chronicle* qui dit cela.

Comme si les cercles diplomatiques, où le mensonge et la duplicité sont la loi et l'habitude, exprimaient *ouvertement* une vérité ; et comme si le correspondant d'un journal anglais, ou autre, méritait croyance et respect.

Il se peut bien que Bismarck, l'homme de fer et de la force, plutôt grand Prussien que grand homme, ait commis une faute en exigeant l'annexion de l'Alsace-Lorraine, et il a dû lui-même le reconnaître plus tard, puisque cette annexion, contraire aux droits d'un peuple, a causé l'armement complet de l'Europe, la transformation de tout le système politique et social du vieux monde et un état de guerre général, ruineux et que la civilisation n'ose pas admirer. Les peuples de l'Europe, en attendant la bataille difficile à détourner autrement que par la révolution, ne travaillent plus actuellement que pour multiplier les armes et les moyens de destruction. Ils ne s'allient entre eux qu'en vue de la rencontre et du combat. Si Schiller vivait aujourd'hui, il serait moins glorieux de Krupp. Vous compteriez plus facilement les chênes de l'Europe que vous ne compteriez ses baïonnettes, et les flottes du commerce sont devenues les flottes de la guerre, prêtes à tuer et à brûler. Ce système est épouvantable.

Mais si vous disiez à Bismarck, à Guillaume et à l'Allemagne militaire, pour qui le Vaterland pouvait est héroïque et glorieux, non pas de restituer l'Alsace-Lorraine à la France, mais seulement de proclamer la neutralité de l'Alsace-Lorraine, ces hommes et ce pays vous souriraient ironiquement et vous prendraient en pitié. L'Alsace-Lorraine est leur victoire, leurs trophées, une part de leur patrie. Ils en ont l'orgueil national. Ils se disent, non peut-être sans raison et sans vraisemblance, que le temps fait oublier, que les générations se modifient et qu'une population nouvelle prend la place de la population en exil ou dormant dans la tombe des vaincus. Parlez-en encore français en Alsace-Lorraine.... Et si la France, joyeuse à Kiel, oubliait!.....

N'ayons point d'illusions.

La révolution, la volonté de l'Europe ou la guerre peuvent seules déterminer la réintégration de l'Alsace-Lorraine à la France ou sa neutralité. Et la neutralité ou plutôt la neutralisation serait-elle une solution définitive?

Mais quand et comment cette révolution fera-t-elle sauter les empereurs et donnera-t-elle à l'Europe équilibrée par la force l'équilibre de la démocratie et de la justice? Quand et comment les Grandes Puissances établies, divisées ou alliées dans un intérêt plus personnel que réellement pacifique et civilisateur, s'entendront elles dans un concert et dans une unanimité qui mettraient fin aux injustices consacrées, aux ambitions toujours vivantes, aux conflits que le canon règle brutalement, et permettraient un désarmement général dans une paix éternellement assurée? Est-ce que la guerre horrible, qui semble une fatalité de l'espèce humaine, a dit son dernier mot et fait son dernier sacrifice? N'y a-t-il plus d'épouvantables boucheries dans le monde? Et si l'homme moderne met tout son génie à découvrir de nouveaux moyens de destruction, s'il se croit d'autant plus fort qu'il est mieux armé pour tuer, est-ce parce qu'il a conscience que la guerre touche à sa fin, que la paix est prochaine et que l'humanité pressera bientôt de répandre du sang?

Nous devons le désirer sans doute, et la guerre ne saurait être trop maudite. Le christianisme et la philosophie devraient la tuer. Elle devrait s'évanouir comme un mensonge et comme une iniquité devant la raison et devant la justice. Y a-t-il une morale supérieure qui puisse la justifier?

Et pourtant cette guerre, la loi de bien des siècles encore, leur nécessité peut être, est l'inévitable. Il faudra la subir. Personne ne croit à sa fin ou à sa disparition. Les peuples eux-mêmes ne croient pas à l'alliance des peuples, et les empereurs n'ont pas été créés et n'existent point pour réaliser la paix sociale et la fraternité humaine dans une démocratie sans servitude, sans oppression et sans misère.—Rêve splendide!

Mais, pour rentrer dans notre sujet, et à propos de l'Alsace-Lorraine, si le patriote Gambetta a pu dire autrefois "qu'il fallait y penser toujours et n'en parler jamais," employant les mots *toujours* et *jamais* dans une acception vague et indéterminée, c'est à-dire en acceptant le fait et en consentant à l'oubli, croyez vous que le grand Paris Français lui aurait élevé dans ses murs une statue de bronze, de reconnaissance et d'immortalité? Est-ce les oublieux que la France honore?.... Et si l'Eglise, dans ces derniers temps, a reconnu pour sainte la "la sorcière," "la relapse," la brûlée et l'admirable héroïne qui fut Jeanne d'Arc et la vaillante Lorraine, est-ce pour qu'on envoie l'oriflamme de la vaillante Lorraine aux fêtes de Kiel?

Si cette oriflamme française, sacrée comme la patrie, doit flotter quelque part, c'est au haut de la cathédrale de Strasbourg et de la cathédrale de Metz Deroulède a raison.

J. GENTIL.

ON DEMANDE UN LOCAL....

Les groupes socialistes, à Paris, se concertent déjà en vue de la manifestation du 1er mai prochain. Ils ne paraissent pas très satisfaits de ce qui s'est passé l'an dernier. Ils voudraient faire mieux. Mais quoi? En France, les avis diffèrent. Il y a, comme toujours, des socialistes partisans d'une démarche auprès des pouvoirs publics ; ils comptent beaucoup sur l'effet de cette sommation adressée publiquement par les délégués—ou pseudo-délégués—du prolétariat aux représentants de la nation. Il y a les *gens* qui, au contraire des premiers, ne veulent avoir aucun rapport avec les pouvoirs publics: ils veulent anéantir par leur incommensurable dédain tous les grands corps de l'Etat: Sénat, Chambre, ministres, etc.

D'autres (car on est riche d'idées dans le monde révolutionnaire) ne veulent pas que le 1er mai se passe sans une petite fête de famille : réunion ou conférence dans laquelle la société bourgeoise sera exécutée en effigie. On s'emparera de discours incendiaires entre deux heures et six. Les comités qui organisent le 1er mai se préoccupent déjà, en conséquence, de trouver un local assez grand pour le *meeting* en question. Un citoyen a proposé l'autre soir un projet étonnant: "Pourquoi ne demanderions-nous pas au Conseil municipal de mettre à notre disposition le théâtre du Châtelet? Et pourquoi ne demanderions-nous pas aussi le Sénat et la Chambre?" Tout le monde a applaudi. Admirable idée, en effet! Pourquoi ne mettrait-on pas à la disposition des manifestants, du 1er mai les salles de séances du palais Bourbon et du Luxembourg? Pourquoi ne leur donnerait-on pas aussi, pour ce jour-là, l'Elysée? Ils s'y trouveraient peut-être très bien, et si bien qu'ils ne voudraient plus s'en aller. La révolution serait faite puisqu'ils seraient en place.

Ce serait même un assez curieux spectacle d'assister aux séances que tiendraient les délégués des syndicats dans les palais du Parlement, ou de voir comment le *leader* de la manifestation se comporterait à la présidence en attendant ses amis. S'il entrait dans leur esprit que cette saturnale pourrait durer à condition qu'ils fussent bien sages, peut être n'aurait-on jamais vu des représentants délibérer avec autant de calme et de majesté. Les députés actuels—à qui l'on aurait, sans doute, accordé quelques billets de tribune—pourraient prendre à ce jour une bonne leçon de maintien..... Mais il ne faut pas espérer que les manifestants du 1er mai auraient l'illusion de croire qu'on ne les prierait pas de vider la place le soir même ; aussi, vont ils mieux sans doute, dans l'intérêt de l'ordre, les laisser porter ailleurs leurs réserves d'éloquence. Le pittoresque y perdra: mais il faut bien savoir faire des sacrifices.

Voyageurs arrivés aux principaux hôtels.

Hôtel Grunewald—Chas Ruzol, Frankfurt, Miss L Lichtenstein, Dr C H Brice, Chicago, P L Stairn, C H Parsons, J N Elakely, A W Lennox, D O Trumper, New York, J Henriquez, Jr Barranquilla, Colombie ; H A Chopin, O L Brown, M D Jacksonville, A W Zoiss, St-Louis ; A L Griswold, St Louis Mo ; M T Barley et femme Logtown, F L Rugeley Little Rock, Ark ; H H Hunn C H Owens, A K J C Barrows, Chicago ; J W Atkins, J B Atkins, Kansas Point, Tex ; F M Wheeler, Mass ; Wheeler, N Y, Dr R F Jones, Houma ; Miss J Schaffer Terrebonne ; R C Moore, Vicksburg ; G M Boynsin Boston ; H Swannell et femme, J T Smith Quincy, Illinois ; Chas S Myer, Ellerville, Miss ; C H Weaver et femme Chicago ; H Kaufman, St Louis ; C L Martin Cincinnati ; H F Fowler et femme, West Superior ; C Inchy, D A Inchy, St Paul, Minnesota ; A F Sheiden, Mme C M Daroes, Mlle Daroes, Mlle Larken, Chicago ; Mme F P Harden tem, Mlle Alice Henning, San Francisco ; C L Bartholdock, L L Kingan, Dallas, Texas ; A J Dale, New York ; D Bardwald, E F Boyd, Atlanta, Ga ; E W Cerren Jackson, Miss ; Ed Mader, Saginaw, Mich ; Martin Fuser, Memphis ; W G Mitchell, J Fennelly, Ville A S Smith, F V Simmons, New York ; Chas W Gould, Philadelphie ; F A Ingersoll, N Y ; E G Denniston, San Francisco ; J E Rawnie, N Y ; R G Evans, Va ; Edgar Legins, Vicksburg, Miss ; G S Carson, Natchez, Miss ; Mme W J Poelock, Greenville, Miss ; H R Richardson, New York ; J H Whetner, Knoxville, Tenn ; Mlle Virginia Ea'l, Albert Hart et femme, Wang Opera Co ; Geo C Cast, V Hugo Mahnbick et femme, Mme J S Santos N Y ; Paul Berkowitz, Phil ; Marcus Singer, Wang Op Co ; K W Roland, Birmingham ; Kinde et femme, Brooklyn ; H F Brown, N Y ; J C Frederick, Chicago ; W G Walter, Brooklyn ; Mlle Mary J Lincoln, Mme John H Lee, Boston ; A W Pettibone et femme, Wisconsin ; J F Dangerly, M M Shields, San Francisco ; Ca Harrie, W D Link, Erie, Pas ; Jno W Lambert, Chas A Wellman, Wm F Schlake, Chicago ; Mme E A McLaurin, Bogue Chitto, Miss ; Eugene Wallerlee, New York ; T J Freeman, Dallas, Texas ; H O True, Detroit ; P F Gardner et femme, Quincy, Ill.

Hôtel Cosmopolitain—H C Bohmann, Chicago ; J T Griffin, Cincinnati ; C D K Medsen, Memphis, Tenn ; Harry Watts, Jeannie et Ille, Ind ; A Berfeld, Charles E Dox, Mobile, Ala ; Raymond A White, Phila ; L F Hall, New York, S Levy, Louisville, Ky ; C Gardner, San Francisco ; Arch M Campbell, Jno L Nelson, Chicago ; Eugene Volenchin, New York ; C Zwickel, H A Langhorne, Cincinnati, Ohio ; L Whitsett, Chicago, Ills ; W A Lowry, Buffalo, N Y ; J B Hooper, San Antonio, Tex ; J Jno Kolmer, New York ; Harry King, London ; Walter G Mitchell et femme, Jeannie, J Rogers, Chicago, Ill ; M Tomlinson, Philadelphie ; H R Lorrimer, Chicago ; Albert W Warren, Philadelphie ; H A Fass, Chicago ; Mme B Kern, Columbus, Ga ; J W Stokte, Jeannette, Lne ; Miss Sallie O McMeeken, Ala ; Mlle Sallie Carpenter, Washington D C ; Mash A Ross, C F Williams et femme, St Louis, Mo ; C N Smith, Des Moines, Iowa ; S L Kingan, Texas ; M A Harper et famille, N Y.

Hôtel Schmitt—G L Ely, New York ; H W Kreuzberg, Cincinnati, O ; R J Smith, Boston, Mass ; A B Jones, Chicago ; S W Smith, Jersey City ; A T Sneeker, Natchez, Miss ; M Daley, Galveston, Tex ; Chas Kohmer, Lincoln, Neb ; W S Jordan, Milwaukee ; John P Banedict, New York ; W Mace, Houston, Tex ; W R Wood, Cincinnati, O.

ANT. CASTEL

Annonce à ses amis et au public en général, qu'il a fait l'ouverture de son magasin de tailleur et d'articles de ménage,

LUNDI, LE 8 OCTOBRE 1894,

à son nouveau local, encoignure des rues

ROYALE ET DUMAINE.

Stock complet et des mieux assortis. Prix modérés, commis courtois et empressés. Il saisit cette occasion de remercier le public de son patronage passé, et il espère qu'il le lui continuera l'avenir. 1er sept—1 an

C. LAZARD & CO, LTD.
LES ANCIENS ET POPULAIRES
Marchands de Vêtements Confectionnés
D'ARTICLES DE TOILETTE
ET DE CHAPEAUX.
Le magasin est ouvert le samedi soir jusqu'à 10 heures, et fermé le dimanche.
Coin des rues Canal et North Peters.
10 mars—1m—Dim Mar Jeu Sam

PILULES PURGATIVES du Dr GUILLIÉ
d'Extrait d'Elixir Tonique Antiglaireux du Dr Guillié
Préparées par le Docteur Paul GAGE Fils, Pharmacien de 1re Classe
PARIS — 9, RUE DE GRENELLE-SAINT-GERMAIN, 9 — PARIS
PLUS DE TROIS QUARTS DE SIÈCLE DE SUCCÈS
ont démontré que l'ÉLIXIR DU Dr GUILLIÉ était le meilleur remède contre les maladies du FOIE, de la PEAU, le RHUMATISME, la GOUTTE, les FIÈVRES EPIDÉMIQUES, la GRIPPE ou l'INFLUENZA et toutes les maladies [illegible] Famille et Hôpitaux.
LES PILULES D'EXTRAIT D'ÉLIXIR DE GUILLIÉ
contiennent sous un petit volume toutes les propriétés toni-purgatives de l'ELIXIR
Dépôt dans toutes les principales Pharmacies et Droguerie.

Comptoir National d'Escompte de Paris
SOCIÉTÉ ANONYME.
CAPITAL : 75,000,000 de Francs, entièrement versés.
Président : M. DENORMANDIE, ancien Gouverneur de la Banque de France.
Directeur Général : M. ALEXIS ROSTAND
SIÈGE SOCIAL A PARIS : 14, RUE BERGÈRE.
Agence de Londres : 52 Threadneedle Street, E. C.
AGENCES AUX ÉTATS-UNIS : LA NOUVELLE-ORLÉANS, SAN FRANCISCO, CHICAGO
Succursales dans les Principales Villes de France, et à l'Etranger à Bombay, Calcutta, Shanghaï, Melbourne, Sydney, Tamatave, Tananarive, Majunga et Tunis
Correspondants dans le Monde Entier.
Emission de Lettres de Crédits, de Traites et Transferts Télégraphiques sur l'Etranger.
Achat et Vente de Monnaies—Opérations de Change—Ordres de Bourse—Encaissement d'Effets de Titres amortis, de Coupons échus, etc.
LE COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS
appelle tout particulièrement l'attention de Messieurs les voyageurs sur la situation exceptionnelle de sa Succursale de la Place de l'Opéra à Paris, située en plein centre de la ville et à proximité des principaux hôtels, théâtres et magasins et spécialement affectée au service des lettres de crédit circulaires. Ils y trouveront des salles de correspondance et de lecture et auront à leur grâce aux coffres-forts mis en location par le Comptoir, de mettre en sûreté leurs valeurs et autres objets de prix.
Pour tout renseignement s'adresser à
L'Agence du Comptoir National d'Escompte de Paris à la Nouvelle-Orléans.
BUREAU PROVISOIRE : 218 CARONDELET ST.
17 mars—2f ALBERT BRETON, Directeur.

Société Française du 14 Juillet.

Ouverture officielle de l'Ecole gratuite de Garçons.

AVIS.

MM. les officiers et membres de la Société sont priés d'assister à la soirée qui aura lieu au siège social rue Dumaine No 724, (entre Royale et Bourbon), Mardi prochain, 19 mars 1895, à 8 heures, pour célébrer l'ouverture de l'Ecole gratuite de garçons, fondée par décision de l'assemblée générale du 6 février 1895. A cette occasion un punch sera offert aux invités.

Le Secrétaire, E RIVOIRE. Le Président, R. SENAC.
17 mars—2f

Société Française du 14 Juillet.

AVIS.

L'Ecole primaire (Français et Anglais) gratuite, fondée le 6 février 1895, par la Société du 14 Juillet, s'ouvrira mercredi, le 20 mars prochain, 724 rue Dumaine entre Royale et Bourbon. La Direction informe les parents qui désireraient y envoyer leurs garçons, qu'ils auront seulement à en adresser la demande par écrit, à Mlle Léona Querrouse, Directrice de l'Ecole, rue St-Louis 17, N. O.

Seront admis, gratuitement, tous les garçons au-dessus de 7 ans sachant lire, et sans distinction de nationalité.

Des demandes d'admission, en blanc, sont déposées 12 chez la Directrice de l'Ecole, 2e chez M. Léonard, professeur adjoint,